

Chapitre 6

Comment analyser la structure sociale ?

Introduction

La Révolution Française de 1789 a aboli les ordres et les privilèges, ouvrant la possibilité aux individus de réussir non plus du fait de leur naissance mais par leurs compétence et mérites personnels.

L'égalité de droit fondant les sociétés démocratiques conduit-elle à l'égalité de fait? Les inégalités sont à la fois économiques et socio-culturelles. Sont-elles un moteur ou un obstacle de la croissance?

Doit-on traiter tous les groupes sociaux de la même façon?

Il faut distinguer inégalité et différence. Une inégalité implique toujours un avantage ou un désavantage; une différence (il y a des bruns et des blonds, des grands et des petits) n'implique pas une hiérarchie.

Une inégalité est une différence qui se traduit par un accès socialement différencié à certains avantages ou désavantages sociaux. On parlera d'inégalité aussi bien pour décrire les différences d'accès au diplôme entre enfants de cadres et enfants d'ouvriers, que pour décrire les différences de salaires entre hommes et femmes. Une inégalité n'est pas forcément une discrimination, puisqu'une discrimination suppose une différence de traitement entre individus à partir de critères interdits par la loi (origine ethnique, sexe).

La société a changé : des métiers ont disparu, d'autres sont apparus, les conditions de travail ont évolué (droit du travail), les conditions de vie se sont améliorées. Marx décrivait la société du XIX^e siècle. Les classes ont-elles pour autant disparu? Les individus se distinguent par leur situation professionnelle, mais on observe une multiplication des critères de différenciation sociale (critères socio-démographiques). Les inégalités de revenus entraînent des consommations différentes, même si parfois des déterminants socio-culturels interfèrent. Que mangerons-nous pour les fêtes de fin d'année? : Œufs de lump : 100 g = 2,5 € ou Caviar Beluga : 100 g = 1 280 €? (Hachette).

Structure sociale : manière dont la société répartit la population en différents groupes sociaux.

La stratification sociale désigne l'ensemble des systèmes de différenciation sociale fondés sur une distribution inégale des ressources et des positions dans une société.

"Il y a une lutte des classes aux États-Unis, mais c'est ma classe, la classe des riches qui mène la lutte. Et nous gagnons." Warren Buffet (New York Times, 26/11/2006)

1 Le constat une réalité multiforme

A Les inégalités de revenus primaires

Les inégalités économiques portent sur la distribution des revenus primaires issus principalement du travail et sur le patrimoine.

On distingue plusieurs types de revenus :

- les revenus primaires perçus en contrepartie d'une contribution à la production : revenus du travail (salaire) revenus du capital (intérêts, dividendes, loyers) et revenus mixtes (honoraires perçus par les professions libérales).
- Des revenus secondaires (revenus de transfert) qui font l'objet d'une redistribution par l'État (bourses versées aux étudiants) ou par les organismes de sécurité sociale (retraites...).

Le revenu disponible est celui dont disposent les ménages après paiement des prélèvements obligatoires et perception des revenus de transfert.

La catégorie socioprofessionnelle est un critère important d'inégalité salariale, tout comme le sexe des actifs.

La dispersion d'une série statistique s'intéresse à l'étendue des écarts entre les valeurs extrêmes de cette série. Elle se mesure à l'aide des déciles.

On mesure les inégalités économiques par le rapport interdécile $\frac{D_9}{D_1}$.

Décile : valeur d'un caractère qui partage l'effectif total d'une série en 10 groupes égaux les valeurs d'une série étant classées par ordre croissant. Il y a neuf déciles notés de 1 à 9, D_1 à D_9 .

D_1 : niveau de revenu en dessous duquel on trouve les 10 % des revenus les plus faibles.

D_9 : niveau de revenu à partir duquel on trouve les 10 % des revenus les plus élevés.

Le rapport $\frac{D_9}{D_1}$ mesure la dispersion des revenus.

Le **niveau de vie médian** est le revenu qui partage la population en deux parties égales : 50 % gagnant moins et 50 % plus.

Selon les libéraux, le marché étant optimisateur, les actions correctrices et redistributives de l'État doivent être réduites au minimum. Les inégalités peuvent être justes, lorsqu'elles récompensent les mérites, elles incitent à l'effort et à l'efficacité et concourent donc à la croissance.

B Les inégalités de niveaux de vie et de patrimoine

Le patrimoine désigne l'ensemble des biens que possède un agent économique. Il faut différencier les actifs non financiers (logements...) et les actifs financiers (actions, obligations). La possession d'un patrimoine permet de dégager des revenus supplémentaires (loyer d'un appartement).

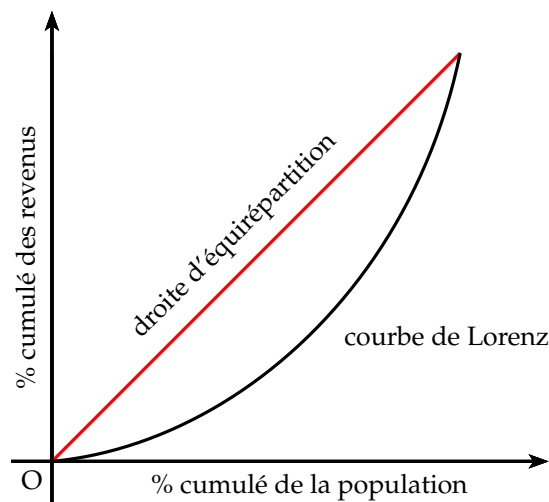
Si on veut passer des écarts de revenus aux écarts de niveau de vie, il faut prendre en compte la taille du ménage et sa composition : le niveau de vie est égal au revenu disponible du ménage divisé par le nombre d'unités de consommation que représente ce ménage.

Quand on parle du niveau de vie, on fait intervenir la taille du ménage. On calcule le revenu par unité de consommation. On utilise aujourd'hui l'échelle de l'OCDE avec les coefficients suivants.

Le 1^{er} adulte compte pour 1 unité de consommation les autres adultes pour 0,5 U.C. Les enfants de moins de 14 ans pour 0,3 U.C.

La courbe de Lorenz permet de visualiser la concentration (l'inégale répartition) des revenus. La diagonale principale (dite droite d'équirépartition) symbolise une distribution égale : par exemple 50 % des revenus ou du patrimoine sont détenus par 50 % des ménages.

Plus la courbe de Lorenz s'éloigne de la bissectrice (droite d'équitépartition), plus la distribution observée est inégalitaire.



La dispersion des revenus (ou des patrimoines) s'intéresse à l'étendue des écarts entre les valeurs extrêmes de cette série. C'est un indicateur d'inégalités à l'intérieur d'un groupe.

Elle est étudiée après la redistribution, qui est une opération effectuée par les administrations publiques afin de modifier la répartition primaire des revenus.

La redistribution horizontale opère des transferts de revenus qui visent à maintenir les ressources des individus atteints par des risques sociaux (le bien portant paie pour le malade, l'actif pour le retraité...) Elle a une fonction de solidarité sociale entre les générations (entre actifs et retraités), entre les actifs occupés et les chômeurs, entre les individus bien portants et les malades. **La redistribution verticale** opère des transferts entre individus et catégories sociales ayant des revenus différents. Cette forme de redistribution vise donc à réduire les inégalités de revenus (impôt progressif sur le revenu, impôt de solidarité sur la fortune, minimum vieillesse...).

En dépit de cette redistribution la pauvreté persiste. On distingue la pauvreté absolue correspondant au défaut de satisfaction des besoins physiologiques et la pauvreté relative. On calcule alors un taux de pauvreté qui correspond à la part des individus dont le niveau de vie est inférieur à 60 % du niveau de vie médian (1008 Euros en 2013 par U.C).

L'insuffisance des ressources peut enclencher un processus d'exclusion conduisant à la rupture des liens sociaux.

C Les inégalités sociales

Elles sont diverses : inégalités face au logement, au système scolaire, à la culture, à la santé, entre les générations, les genres...

Il faut distinguer inégalités et différences. Toutes les différences ne sont pas des inégalités. Traiter différemment deux personnes n'est pas nécessairement créer une inégalité entre elles. La différence de traitement ne devient une inégalité qu'à partir du moment où elle est le fait d'une discrimination. Par exemple, quand à travail identique et à qualification égale, une femme est moins payée qu'un homme.

Les inégalités sociales, contrairement à ce que l'on croit parfois ne sont pas toujours liées aux inégalités économiques, c'est le cas des inégalités culturelles en

fonction des P.C.S. Les enfants issus des milieux populaires, en raison d'une socialisation différenciée, ont tendance à moins fréquenter les musées que ceux des milieux supérieurs.

De même les inégalités scolaires proviennent certes d'inégalités économiques (poursuivre des études supérieures nécessite un investissement financier) mais aussi d'inégalités culturelles (capital culturel).

On constate des inégalités face à la santé et face à la mort, qui ne s'expliquent pas seulement par des inégalités de niveau de vie, mais aussi par des modes de vie différents. La nature des professions exercées peut expliquer les écarts.

Aujourd'hui la génération des 20-25 ans a un niveau de vie inférieur à celui des générations précédentes. Depuis les années 1990, les inégalités ont tendance à s'intensifier non seulement entre les catégories sociales mais aussi à l'intérieur même de ces catégories (entre ceux qui sont bien intégrés dans l'emploi et ceux qui sont précarisés, notamment, entre les générations selon l'origine ethnique...). Loin d'être indépendantes les unes des autres, les inégalités apparaissent bien souvent cumulatives et tendent à s'auto-entretenir, favorisant un processus de reproduction sociale : elles forment système.

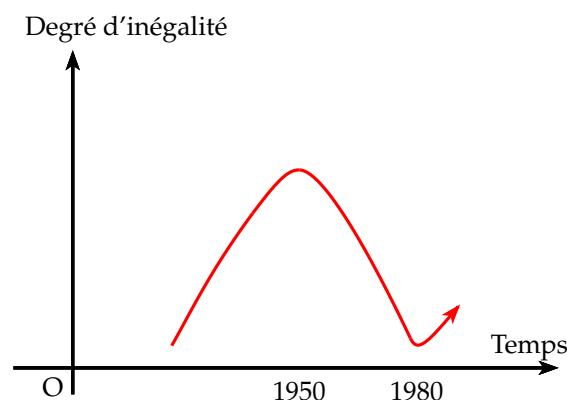
2 Les explications des inégalités

A Les évolutions du long terme

Dans les années 1950, Kuznets (économiste américain d'origine ukrainienne 1901-1985, prix Nobel d'économie en 1971) a établi une loi selon laquelle l'évolution des inégalités aurait la forme d'une courbe en cloche. Suivant le stade de développement, les inégalités passeraient par 3 phases :

- Dans les sociétés traditionnelles, le niveau des inégalités est relativement réduit,
- Lors de la phase d'industrialisation, les écarts s'accroissent,
- Puis les écarts diminuent (instauration d'un État providence, pression des syndicats...).

Mais avec la crise des années 1970, la courbe de Kuznets a tendance à s'inverser.



La phase de forte réduction des inégalités de revenus ne commence en fait qu'à la fin des Trente Glorieuses, et s'achève dans les années 1980.

Les inégalités de revenus ont recommencé à augmenter à partir des années 1980 dans la plupart des pays de l'OCDE. Ce sont les revenus des 1 % les plus riches qui ont le plus augmenté.

B Les transformations économiques récentes

La comparaison sur l'évolution des inégalités montre que, si le contexte mondial est important, les contextes politiques, économiques et sociaux le sont aussi au niveau national.

Le contexte économique apparaît déterminant dans le développement de certaines inégalités. Le chômage de masse a créé de nouvelles inégalités. On assiste à un fort accroissement des emplois atypiques. Le chômage et la précarité ne frappent pas au hasard. Ils affectent en premier lieu les moins qualifiés, les ouvriers, les employés, mais aussi les plus jeunes. Ces catégories connaissent une baisse de leurs revenus salariaux, et les inégalités de revenus augmentent. Les évolutions du partage de la valeur ajoutée entre les salaires et les profits expliquent en partie la progression de plus en plus déconnectée des revenus des 1 % les plus riches avec le reste de la population. Ce partage est le résultat d'une transformation des entreprises, mais aussi des évolutions de la fiscalité.

Le rôle de la mondialisation est aussi discuté : si elle ne semble pas directement responsable des inégalités, elle peut contribuer à les creuser pour certaines catégories de travailleurs.

Autrefois, les patrons se fixaient des règles éthiques pour la fixation de leurs salaires. Le banquier américain John Pierpont Morgan estimait au début du XX^e siècle que le "*top management*" ne devait pas avoir un salaire qui excède vingt fois celui d'un salarié moyen (source : SES Massena, Tes). Mais à partir des années 1980, les managers s'octroient des avantages financiers de plus en plus élevés : stock-options (possibilité d'acheter à un prix préférentiel des actions de la société), prime de sortie (les "*parachutes dorés*")....

La forte croissance des valeurs boursières et immobilières a permis aux ménages les plus aisés de réaliser des plus-values importantes.

Thomas Piketty, dans "*Le capital au XXI^e siècle*" montre que les inégalités augmentent depuis les années 1980.

C Des causes sociales et politiques

Les inégalités sont liées à des facteurs multiples, dont :

- **L'origine sociale** : il s'agit de l'explication fondamentale des inégalités scolaires, mais l'origine sociale provoque également des inégalités face à la santé.
- **Le genre** : il subsiste des inégalités sexuées de salaire. Les femmes sont également moins bien représentées dans les instances politiques. Voir la notion de "*plafond de verre*" : les femmes se heurtent à un "*plafond de verre*" dans leur ascension hiérarchique. Cette image décrit les obstacles auxquels elles sont confrontées dans le monde du travail, alors qu'elles sont désormais plus diplômées que les hommes. Les femmes consacrent deux fois plus de temps aux tâches domestiques et éducatives que les hommes, ce qui a des répercussions sur la carrière professionnelle. Elles restent victimes d'une socialisation différenciée, d'une discrimination sexiste.
- Le sexe est la donnée biologique qui sépare l'homme de la femme, le genre est le construit social qui sépare le masculin du féminin. On peut considérer le genre comme un nouveau critère de classification dans la mesure où les attributs féminins sont utilisés pour cantonner les femmes dans certains métiers et en bas de la hiérarchie professionnelle.

-
- **L'âge et la génération** : Dans "*le destin des générations*" Louis Chauvel évoque une fracture générationnelle pour plusieurs raisons : pouvoir d'achat plus faible, précarité de l'emploi (CDD, temps partiel), panne de l'ascenseur social, dévalorisation des diplômés...

Génération : la notion peut s'entendre de 4 manières : familiale, démographique, sociale et politique (ou historique)

- **familiale** : la génération permet de situer les individus dans une lignée par rapport à leurs parents, leurs enfants ou leurs collatéraux.
- **démographique** : une génération désigne un ensemble d'individus nés au même moment et qui auront donc le même âge tout au long de leur vie. On parle aussi de cohorte dans ce sens.
- **politique (ou historique)** : la génération renvoie à un groupe d'individus sensiblement du même âge, qui par leurs mobilisations, leur expérience collective face à des événements particuliers ou encore leurs conflits avec d'autres générations, fabriquent une identité collective. On parle dans ce sens de la génération de la guerre d'Algérie ou encore de la génération Mai 68. Les hommes qui ont eu 20 ans au moment de la première guerre mondiale adhèrent souvent à une mission patriotique ou au contraire à la dénonciation de la guerre. Certains ont rejoint par la suite des ligues d'anciens combattants ou des mouvements pacifistes ou internationalistes. Toujours est-il qu'ils partageaient une expérience commune à l'occasion de laquelle s'étaient fixées leurs attitudes idéologiques, leurs orientations culturelles et leurs antagonismes.
- **sociale** : la génération combine les éléments des deux dernières définitions. Elle désigne un groupe d'individus définis par l'âge (définition démographique) et caractérisés par une expérience historique commune (définition politique ou historique). Mais l'étude sociale des générations se demande surtout si ces groupes d'âge ont d'autres caractéristiques communes (revenus, niveau de formation, logement, exposition à certains risques...). Une génération peut en effet, soit être très hétérogène (si elle abrite d'importantes inégalités sociales entre les plus modestes et les plus favorisés), soit assez homogène (si les inégalités à l'intérieur du groupe d'âge sont notoirement inférieures aux inégalités entre groupes d'âge différents).

C'est aussi sous cet angle qu'on parle souvent de "*génération perdue*" ou "*sacrifiée*" : par exemple les cohortes nées au début des années 1910 qui connurent un nombre d'orphelins record, qui eurent 20 ans en pleine crise économique et leurs 30 ans au moment où éclatait la seconde guerre mondiale. Inversement, on parle de "*génération dorée*", voire "*béni*" pour caractériser la situation de cohortes favorisées par l'histoire, comme les générations du baby-boom.

Les facteurs sont donc multiples et ont tendance à entrer en interaction. Certaines inégalités sont fortement explicatives d'autres inégalités. Ainsi les inégalités de patrimoine et les inégalités scolaires sont fortement corrélées avec les inégalités de position occupées dans le processus de production.

Elles peuvent alors se cumuler, c'est-à-dire entraîner un processus de renforcement des handicaps ou au contraire des privilèges. Par exemple les femmes sont

fortement désavantagées sur le marché du travail par la division inégalitaire des tâches, elles sont beaucoup plus présentes dans les formes particulières d'emploi (temps partiel). Elles subissent également des inégalités salariales et d'accès aux postes à responsabilité.

Les inégalités entre les hommes et les femmes se sont réduites. Au **niveau économique**, les femmes sont très nombreuses à travailler et les inégalités salariales, toujours importantes, ont néanmoins diminué. Au **niveau politique**, la loi sur la parité (6 juin 2000) a joué un rôle majeur. Au **niveau juridique** de nombreuses lois (IVG, 1975 ; autorité parentale, 1970 ; divorce par consentement mutuel, 1975) ont permis leur émancipation. Les mouvements féministes, la prolongation de la scolarité des filles sont à l'origine de ces changements.

3 Classes sociales, groupes de statut, c.s.p

A Les analyses de Marx (1818-1883), Weber (1864-1920) et Bourdieu (1930-2002)

Deux conceptions s'affrontent : la conception réaliste et la conception nominaliste. Selon la **conception nominaliste** tout classement social est au moins partiellement une construction artificielle du sociologue. Les frontières entre les groupes sont floues et mouvantes. Les groupes ainsi délimités n'ont pas forcément de conscience collective, ni de lutte commune à mener (Weber). L'analyse est individualiste : il part de l'individu et de ses actions pour le mettre dans un groupe défini.

Selon la **conception réaliste** les groupes sociaux sont des réalités sociales que l'on peut constater et mesurer (Marx). L'analyse est **holiste** : la classe sociale de l'individu le façonne.

Marx écrit dans un contexte particulier : il observe les mutations de l'organisation de la production, notamment en Angleterre. Il est frappé par une contradiction entre l'organisation industrielle, gage d'efficacité donc de progrès et la grande misère de la classe ouvrière. Les sociétés sont par nature conflictuelles et ce sont ces conflits latents ou ouverts qui expliquent qu'elles soient en mouvement permanent, car ces conflits sont facteurs de changement social.

Marx définit une classe comme un groupe d'hommes qui répond à trois critères :

- ses membres occupent une place spécifique dans les rapports de production.
Le fait d'être ou non propriétaire des moyens de production est le déterminant essentiel. Dans le cadre du mode de production capitaliste, il existe une séparation radicale entre les possesseurs des moyens de production (la bourgeoisie) et le prolétariat qui ne dispose que de sa "*force de travail*".
- ils ont conscience de leurs intérêts communs.
- ils s'organisent afin de les défendre

Placés dans les mêmes conditions matérielles d'existence, les membres d'une classe développent une conscience de classe qui débouche sur les luttes de classes. **Marx** distingue la **classe en soi** définie par sa place dans le processus de production de la **classe pour soi** qui a conscience d'elle-même, à savoir des aspirations et des oppositions communes aux membres qui la composent.

Ce qui conduit les travailleurs à se regrouper, c'est le fait d'avoir un intérêt commun (faire cesser la concurrence entre eux et s'opposer au capitaliste), de partager les mêmes conditions de vie. Ils forment ainsi une **classe en soi**, mais n'en ont pas forcément conscience. C'est à travers la lutte qu'ils vont se mettre à s'organiser et à agir collectivement, ils prennent ainsi conscience qu'ils forment une même classe sociale et développent un sentiment d'appartenance à la classe sociale (**classe pour soi**).

Dans "Le 18 brumaire", il distingue en fait sept classes : bourgeoisie financière, bourgeoisie industrielle, grands propriétaires fonciers, petite bourgeoisie, classe ouvrière, "*lumpenprolétariat*", classe paysanne.

L'analyse de **Weber** se démarque de celle de **Marx** sur plusieurs points. Il estime qu'il existe trois hiérarchies sociales distinctes correspondant aux ordres économique, social et politique.

Dans le **domaine économique** les hommes sont regroupés dans des **classes sociales** caractérisées par la probabilité pour leurs membres d'accéder à certains biens et à certaines conditions matérielles. La position d'un individu sur le marché du travail (salaire, propriétaire d'une entreprise) est le fondement des classes sociales. **Weber** semble proche de **Marx**, mais pour ce dernier les classes sont des acteurs sociaux alors que pour **Weber**, ce ne sont que des catégories statistiques. Les individus qui partagent une situation de classe n'entretiennent pas nécessairement des liens entre eux, n'ont pas nécessairement conscience de classe, ne sont pas nécessairement susceptibles de s'organiser collectivement dans le cadre d'une lutte de classes.

Weber distingue quatre classes sociales : la classe ouvrière, la petite bourgeoisie (petits artisans et commerçants), les intellectuels et les techniciens sans possessions (employés de commerce, techniciens, fonctionnaires), et la classe possédante.

Dans le **domaine social**, les hommes se distinguent par l'appartenance à des **groupes de statut** caractérisés par un certain prestige social et un mode de vie particulier. Ils partagent un même honneur lié à la naissance (origine aristocratique), à la profession (vedettes du spectacle), au niveau d'instruction (possession d'un titre de docteur) ou au contraire un même déshonneur, une même stigmatisation (le drogué).

Dans le **domaine politique**, les hommes se distinguent par leurs capacités à exercer un pouvoir qui consiste à imposer leur vision du monde et à défendre leurs intérêts. Les **partis** se structurent pour défendre les intérêts d'une classe ou d'un groupe de statut vers la conquête du pouvoir.

Il a une approche individualiste des phénomènes sociaux ; l'individu est considéré comme rationnel et ses choix sont compréhensibles, voire prévisibles.

Les individus se différencient par la structure en capitaux. **Bourdieu en distingue quatre.**

- Le **capital économique** prend en compte le patrimoine et les revenus
- Le **capital culturel** peut prendre trois formes : *l'habitus* (capital incorporé) désigne des dispositions particulières (façons de faire, de réagir, manières d'être), les biens culturels (*capital objectivé*), les diplômes (*capital institutionnalisé*). Il utilise le capital culturel pour expliquer les inégalités face à l'école.
- Le **capital social** correspond à la possession d'un réseau durable de relations plus ou moins institutionnalisées. Il s'acquiert par la fréquentation des mêmes lieux et des mêmes événements.

-
- Le **capital symbolique** est assimilable au prestige social. Il peut être officialisé par une nomination, un titre (la légion d'honneur)

Bourdieu distingue trois classes :

- les classes populaires sont faiblement dotées en capitaux
- les classes moyennes sont des classes dominées caractérisées par une volonté d'ascension sociale
- les classes dominantes sont composées de cadres fortement dotés en capital culturel et de "*gros commerçants*" pour lesquels le capital économique est prédominant.

Pour **Bourdieu** la position sociale est définie par le volume et la structure du capital global dont disposent les individus.

Les classes dominantes cherchent à imposer leur modèle culturel et leur vision du monde aux autres classes par le biais de pratiques distinctives; pour cela elles doivent contrôler les institutions productrices de légitimité comme l'école ou l'État.

Il distingue la **classe objective** et la **classe mobilisée**. La **classe objective** est un ensemble d'individus placés dans des conditions d'existence les conduisant à des pratiques communes. La **classe mobilisée** n'existe que si les membres de la classe objective se réunissent et s'organisent pour mener un combat.

Pour lui les classes sociales se différencient à travers leurs pratiques qui évoluent dans un processus perpétuel d'imitation (les classes moyennes imitent les classes supérieures) et de distinction (les classes supérieures se distinguent des classes moyennes).

Lloyd **Warner** dans son enquête Yankee City (1931-1935) évoque six classes : classe supérieure supérieure (*Upper-upper class*, aristocratie sociale); classe supérieure inférieure (*Lower-upper class*, milieux supérieurs fortunés), classe moyenne supérieure (*Upper-middle class*, classe moyenne aisée), classe moyenne inférieure (*Lower-middle class*, petite bourgeoisie), classe inférieure supérieure (*Upper-lower class*, classe inférieure "honnête"), classe inférieure inférieure (*Lower-lower class*, population à statut précaire).

B Les catégories socio-professionnelles, une certaine représentation de la structure sociale.

Tout comme les classes, les PCS constituent un outil d'analyse qui a été contraint d'évoluer avec les mutations de la société contemporaine. Cet outil est contesté en raison de l'apparition d'autres formes de clivages comme le genre, l'âge ou les formes d'emploi.

L'INSEE a mis au point les CSP au début des années 1950 afin d'étudier la structure sociale et de mieux comprendre les modes de vie des français.

Ces CSP étaient fondées sur des critères objectifs (les membres d'une CSP ont des caractéristiques communes) et subjectifs (ils ont le sentiment d'appartenir au même groupe). Dans la mesure où l'identité sociale des actifs était à l'époque, clairement définie par leur identité professionnelle, il a semblé légitime de constituer les CSP à partir de critères d'ordre professionnel.

Dans l'ancienne nomenclature, élaborée en 1954, dite des CSP, le nombre de groupes d'actifs était de 9. Cette nomenclature reflétait déjà les transformations socio-économiques du début du XX^e siècle.

En 1982 la nouvelle nomenclature des PCS est introduite essentiellement parce que, en trente années, de profondes transformations économiques et sociales ont bouleversé la structure des emplois : certains emplois ont disparu d'autres sont apparus.

La construction de la grille des PCS s'est effectuée en croisant 3 grands critères :

- Le premier est le métier
- Le deuxième critère est le statut qui précise les conditions juridico-économiques dans lesquelles s'exerce l'activité (salariés, indépendants)
- Le troisième critère est la qualification.

A ces critères viennent s'ajouter la position hiérarchique (qui ne s'identifie pas toujours avec la qualification), l'importance de l'entreprise, et le secteur d'activité. On constate la diminution de la part des indépendants (agriculteurs, artisans, commerçants), la montée de l'encadrement. . .

Les CSP semblent moins pertinentes pour décrire la structure sociale.

Le statut professionnel (CDI, CDD, intérim) des individus va influencer leurs conditions de vie et d'emploi. Ainsi les ouvriers ne constituent pas un groupe homogène : ouvrier qualifié en CDI ou manœuvre en intérim. Aujourd'hui les inégalités intra-catégorielles sont fortes.

4 La structure sociale en France aujourd'hui

A « Les classes sociales », aujourd'hui

Depuis une cinquantaine d'années, on a constaté des évolutions de la société :

- **La France connaît une forte augmentation de la part des salariés dans l'ensemble** des actifs (salarisation) en raison du déclin des emplois agricoles, et des artisans et petits commerçants.
- Une tertiarisation de l'emploi (environ 75 % de l'emploi)
- Une qualification croissante.

Selon **H.Mendras** (1927-2003) dans "*la seconde Révolution française*", 1998, la société française est une société de strates grâce à ce qu'il appelle la moyennisation. La moyennisation désigne le fait qu'une partie croissante de la population a connu une amélioration de sa situation matérielle et sociale et qu'elle fait désormais partie des classes moyennes situées entre l'élite et les plus pauvres. Il utilise deux critères pour montrer l'importance de la moyennisation dans la société française : le niveau des revenus et des patrimoines et le niveau des diplômes.

Il observe une modification de la structure professionnelle grâce aux P.C.S (forte croissance des catégories intermédiaires), une progression du pouvoir d'achat et une baisse des inégalités. Cette convergence des modes de vie s'accompagnerait de l'émergence d'un système de valeurs commun que les sociologues appellent le libéralisme culturel (tolérance à l'égard de comportements autrefois jugés déviant, comme l'union libre ; repli sur la sphère privée ; valorisation du bonheur individuel et familial ; démocratisation scolaire, revendication de la liberté de choix de son style de vie).

La moyennisation brouille les frontières de classe (réduction des inégalités, importance de la mobilité sociale), remet en cause l'existence des classes sociales au sens de Marx.

Ce processus correspond à la réduction des inégalités qui s'accompagne d'une croissance des catégories sociales intermédiaires qui vont constituer une vaste classe moyenne (cadres, professions intermédiaires, ouvriers et employés qualifiés).

Le développement de la consommation de masse a été rendu possible par les augmentations de salaires permises par les importants gains de productivité engendrés par l'O.S.T.

La réduction des inégalités sociales contribue à cette moyennisation. On observe une hausse des départs en vacances et une réduction des inégalités scolaires à travers la prolongation de la scolarité des enfants des classes populaires. On assiste à un déclin du sentiment d'appartenance à la classe ouvrière (classe pour soi de Marx).

Le rapprochement des modes de vie a été permis par la réduction des inégalités au cours du XX^e siècle. La consommation de masse a entraîné l'accès généralisé aux biens de consommation durables. La Sécurité sociale permet à tous les Français de se soigner. La sécurité de l'emploi lors des Trente Glorieuses a permis d'accéder à la propriété du logement ; la prolongation de la scolarité et les médias ont contribué à l'harmonisation des modes de vie.

Les niveaux et les modes de vie entre les groupes sociaux se sont rapprochés, l'accès à l'éducation s'est démocratisé, la mobilité sociale s'est accentuée. De fait les frontières entre les classes sociales sont devenues floues.

Mendras représente la société française sur le modèle de la toupie. La constellation centrale regroupe une masse de salariés, principalement les cadres et les professions intermédiaires ; elle diffuserait des pratiques, des normes et des valeurs dans l'ensemble de la société et serait à ce titre le groupe "*culturellement dominant*" (au sens du mode de vie dominant).

De nombreux sociologues contestent l'idée d'une moyennisation de la société (Chauvel, Dubet, Castel...). Citons "*La société en sablier*" de **Lipietz** (1996).

Pour **Robert Castel** (1933). Dans "*les métamorphoses de la question sociale*" il montre que le capitalisme devient plus mondialisé et plus agressif ce qui conduit au développement de l'exclusion.

La précarisation du contrat de travail engendre de nouvelles inégalités. Depuis le début des années 2000, les inégalités de revenus et de patrimoine ont augmenté. Si les classes sont aussi discutées c'est parce que leurs frontières semblent s'être brouillées. Quel que soit le groupe considéré (classes populaires moyennes ou supérieures), il est constitué de sous-groupes qui, tant du point de vue de leur expérience du travail, de leurs pratiques culturelles ou de leur sentiment d'appartenance, se révèlent hétérogènes.

De nouvelles catégories sont apparues : les "*bobos*" et les "*travailleurs pauvres*".

Le terme "*bobo*" (bourgeois-bohèmes) apparaît dans *Bobo in Paradise* de David Brooks (2000), il y décrit une nouvelle couche sociale qui se distingue de la bourgeoisie traditionnelle par son libéralisme culturel.

B Des critères d'appartenance et de différenciation socio-démographiques

Dans certaines situations, ce ne sont pas des classes qui s'opposent mais des groupes d'âge, de sexe, d'origine ethnique ou religieuse différents : on parle de communautés (chinois de Paris, bandes de jeunes des cités).

Les "*dissonances culturelles*" (profils culturels éclectiques) se multiplient un individu se caractérise de plus en plus par des identités particulières liées à son genre, à son âge ou à sa génération. L'homme moderne revendique des droits spécifiques, le droit de choisir son style de vie et d'échapper au contrôle de son groupe social d'appartenance.

B.Lahire parle d'un homme pluriel, socialisé dans des contextes variés, qui peut être agrégé de philosophie et regarder la "*Star Academy*". La massification scolaire et la diffusion d'une culture de masse ont permis aux différents groupes sociaux d'entrer en contact, ce qui a favorisé le partage des pratiques culturelles.

En sociologie, l' "*omnivorité*" caractérise l'éclectisme des pratiques culturelles empruntées aux autres groupes sociaux.

La société moderne est caractérisée par une montée de l'individualisme au sens sociologique du terme : l'individu s'affranchit de son groupe social.

En matière d'égalité des sexes, la seconde moitié du XXe siècle a été pour la France porteuse de changements décisifs. La progression de l'activité et des scolarités féminines, le droit de vote puis la parité en politique la maîtrise de la procréation ont permis aux femmes de ne plus être considérées comme le "*deuxième sexe*". Le sexe est la donnée biologique qui sépare l'homme de la femme, le genre est le construit social qui sépare le masculin du féminin. Les femmes n'occupent pas les mêmes emplois, sont moins bien rémunérées, sont sous représentées dans les institutions politiques et l'inégalité dans la répartition des tâches au sein du couple reste forte.

Au sens sociologique, on définit une génération comme les membres d'une population qui ont pour caractéristique d'avoir vécu une même, période et qui de ce fait, partagent des références communes, des expériences, des influences sociales qui leur confèrent une identité.

Dans "*Le destin des générations*" **Louis Chauvel** évoque une fracture générationnelle : pouvoir d'achat plus faible chez les jeunes, précarité (CDD), panne de l'ascenseur social, peu de pouvoir politique.

Il remet en cause la notion de moyennisation : c'est un processus daté (les Trente Glorieuses), un processus en panne (augmentation des inégalités, déclassement). La grande bourgeoisie milite, utilise ses réseaux, impose sa culture (culture légitime).

Pour **Chauvel**, les classes se définissent par des positions inégales dans le système productif (possession des moyens de production), une forte identité de classe qui se définit à partir de 3 modalités (**identité culturelle**, c'est-à-dire partage de traits culturels et d'un mode de vie ; **identité temporelle**, c'est-à-dire une relative immobilité sociale intra et intergénérationnelle ; **identité collective**, c'est-à-dire la capacité à agir collectivement pour faire reconnaître les intérêts de la classe).

La société contemporaine a inventé les classes d'âge. Invention de la jeunesse : scolarité prolongée, longue cohabitation avec les parents...); invention du troisième et du quatrième âge.

L'âge est un critère intéressant pour décrire les inégalités de patrimoine ou les inégalités politiques d'accès à la représentation.

La localisation géographique (centre ville, banlieue, campagne) peut être un élément déterminant dans des inégalités d'accès à la culture, aux soins (désertification médicale en milieu rural) ou au logement.

Additif

La classe ouvrière

Au XIX^e siècle, les ouvriers constituaient un groupe homogène. Depuis les années 1970, la classe ouvrière a connu de profondes transformations.

Elle a eu accès à la consommation de masse (on parle d'embourgeoisement), a profité de la protection sociale. La démocratisation de l'enseignement a permis aux enfants de connaître une mobilité sociale.

Les "*bastions ouvriers*" ont disparu. La crise a provoqué un "*éclatement*" de la classe ouvrière en deux groupes : "*L'aristocratie ouvrière*", formée d'ouvriers qualifiés ET les "*ouvriers précaires*" peu qualifiés et peu payés assurant la flexibilité.

Le nombre d'ouvriers est passé de 8 millions en 1975 à moins de 6 millions en 2009.

La bourgeoisie

elle reste une classe mobilisée qui reste classe possédante, dominante et se distinguant par sa sociabilité.

Ce sont les revenus des 1 % les plus riches qui ont augmenté le plus depuis le début des années 2000, notamment dans les pays anglo-saxons.

Elle pratique à la fois la ségrégation vis-à-vis des autres groupes sociaux et l'entre soi. On parle de "*sociabilité mondaine*" : espaces réservés (quartiers bourgeois, clubs élitistes fermés, rallyes pour s'assurer des mariages endogames) ; forte conscience de classe. Elle collectionne les titres scolaires les plus recherchés.

Pinçon et Pinçon-Charlot montrent que la bourgeoisie, en plus d'avoir des conditions de vie différentes va agir pour conserver son statut de groupe fermé et à part. A travers la fréquentation de certaines écoles, les rallyes, ils mettent en place des stratégies pour rester un groupe relativement fermé et clos. Elle est donc à la fois une classe en soi et une classe pour soi.

Expliquez le rôle central des inégalités de patrimoine dans les inégalités économiques et sociales.

Les inégalités de patrimoine jouent un rôle essentiel dans les inégalités économiques : elles sont le résultat d'inégalités d'épargne accumulée qui résultent d'inégalités de revenus. Ces inégalités de patrimoine sont sources d'inégalités de revenus (le patrimoine placé est source de revenus supplémentaires).

Les inégalités de patrimoine jouent un rôle essentiel dans les inégalités sociales : elles sont le résultat de rapports sociaux (bourgeoisie/prolétariat) qui se reproduisent de génération en génération avec l'héritage. Elles sont en interaction avec d'autres inégalités (capital économique, culturel, social).

Quels facteurs économiques et sociaux ont contribué à la montée récente des inégalités dans les pays développés ?

Les facteurs économiques : évolution de la demande relative du travail non qualifié en lien avec le progrès technique et la mondialisation financière (IDE sortants et délocalisation) et une croissance plus faible. Libéralisation financière et politiques de gestion des rémunérations des dirigeants des grandes sociétés et des traders.

Les facteurs sociaux : réduction des inégalités permise par la dynamique de croissance remise en cause. Avec la montée du chômage et la désindustrialisation, la capacité d'organisation et l'identité de classe s'affaiblissent.

On assiste à un changement de normes sociales : les écarts de rémunération élevés sont justifiés au nom du mérite et de l'efficacité. Les politiques libérales réduisent l'impôt progressif.

Les analyses en termes de classes permettent-elles de décrypter la structure sociale des sociétés contemporaines (dissertation).

Les analyses en termes de classes mettent l'accent sur certaines oppositions : les nombreuses inégalités constituent une bataille pour la répartition des richesses. Il existe des formes de domination qu'elles soient vues à la manière de Marx (exploitation économique) ou à celle de Bourdieu (domination culturelle). Il s'agit de recompositions du paysage social, même si le conflit de classe apparaît moins central que par le passé. Les "*sans travail*" sont souvent plus perçus comme des "*exclus*" que comme des "*prolétaires*" sans travail.

Les analyses en termes de strates (Weber, Warner) résultent des inégalités de revenus, de diplômes, mais surtout des différences de style de vie. L'analyse de Weber est pluridimensionnelle, donnant en particulier une place aux groupes de statut qui cherchent à se distinguer les uns des autres par leurs styles de vie. Ces aspects sont utiles pour analyser les sociétés contemporaines.

Mais les sociétés contemporaines sont aussi traversées par d'autres clivages : les conflits d'autorité (Dahrendorf), les inégalités en termes d'habitat, d'emploi et de chômage qui ne recoupent qu'en partie les oppositions de classes, mais aussi par l'âge et le sexe, auxquels s'ajoutent les conflits "*identitaires*".

Ensuite de nouveaux groupes sociaux pas forcément homogènes comme les cols blancs, les "*bobos*" ont pris de l'importance. Par ailleurs la moyennisation remet en cause les analyses en termes de classes sociales. Enfin l'institutionnalisation des conflits a pu amoindrir la force des conflits sociaux.

Quels sont les facteurs qui peuvent expliquer les goûts culturels ?

Des facteurs liés au milieu social : analyses en termes d'imitation/différenciation. Des facteurs démographiques, comme l'âge et le sexe : les adolescents se distinguent des "*petits*". La massification scolaire, l'essor des technologies de la communication ont mis à mal la transmission culturelle traditionnelle entre les générations (socialisation inversée), via l'école et la famille au profit des médias et surtout des pairs du même âge.

Cependant l'homogénéisation des pratiques culturelles est loin d'être réalisée. On constate un déclin généralisé de la lecture de livres et de la presse.